

transféré provisoirement :

19, Boul. Malesherbes

Tél. : ANJou 95-61-62

Evadé de France

BULLETIN MENSUEL

BULLETIN OFFICIEL DE L'UNION DES EVADÉS DE FRANCE

AVANT-GARDE
DE LA
RÉSISTANCE

U.E.F.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 8 DÉCEMBRE 1946

Tous les membres de l'U.E.F. sont priés d'assister à l'Assemblée générale du 8 décembre 1946, Salle des Conférences, Mairie du 8^e arrondissement, sous-sol, escalier B, de 9 heures à 12 heures.

Nous nous permettons d'attirer votre attention sur l'importance de cette Assemblée générale durant laquelle le Conseil d'Administration sortant rendra compte de son mandat. Il sera procédé à l'élection du nouveau Conseil d'Administration pour 1947. Nous espérons qu'il vous sera possible d'assister à cette Assemblée et de prendre une part active à nos travaux.

Naturellement, ne pourront prendre part aux délibérations et aux votes que les camarades qui font partie de l'U.E.F. et qui ont renouvelé leur cotisation pour 1946.

Si vous ne pouvez pas assister à l'Assemblée, nous vous demandons de vouloir bien nous retourner remplie et signée la procuration

que vous trouverez dans ce journal et nous attirons votre attention sur l'intérêt qu'ont particulièrement nos camarades isolés, c'est-à-dire non groupés en section, d'être représentés à cette Assemblée par des camarades qu'ils jugeront dignes de leur confiance.

Il ne nous appartient pas de mettre ici en lumière tout le travail accompli par les membres du Conseil sortant qui sollicitent le renouvellement de leur mandat. Un exposé moral et financier sera fait à l'Assemblée générale et nous pensons que vous reconnaîtrez la somme de travail et de persévérance qu'il a fallu produire pour arriver à obtenir, au milieu de difficultés sans nombre, les quelques avantages qui vous ont été reconnus.

Mais c'est seulement grâce à votre union et à votre confiance que la tâche entreprise sera complétée et que nous continuerons à faire vivre l'esprit qui nous anima lors de notre évasion et qui nous permet de participer activement à la victoire.

On nous écrit...

Un de nos camarades nous adresse la lettre suivante dont l'intérêt n'échappera pas à tous nos lecteurs et nous nous permettons de la publier dans nos colonnes, espérant attirer ainsi l'attention de nos confrères de la grande presse et de donner une plus large publicité à nos revendications.

Nous saisissons cette occasion pour remercier le journal « Le Monde » pour l'attachement qu'il porte à notre cause qu'il connaît bien puisque le fils d'un de ses directeurs est un Evadé de France et est tombé glorieusement en Italie.

Monsieur le Secrétaire général,

Je voudrais attirer votre attention sur un fait qui intéresse tous les évadés et qui ne vous est probablement pas inconnu; dans ce dernier cas, ma lettre ne sera qu'un témoignage.



Une réalisation dont peuvent s'enorgueillir, à juste titre, tous les Evadés de France :
Le Foyer
des amis de
l'U. E. F.
à
SAINT NOM
LA BRÉTÈCHE

Propos d'un Evadé

Je ne saurais trop vous inciter à profiter de votre venue à Paris pour aller voir le film « Rome, Ville ouverte ».

Indépendamment de ses qualités techniques qui nous épargnent des décors en carton pâte, son metteur en scène, le grand prix du Festival de Cannes, Roberto Rossellini, a cherché à se rapprocher si près de la réalité que certaines scènes ont l'air d'avoir été découpées dans une bande documentaire. Les imperfections même de la photo concourent à produire cet effet de la réalité que nous nous efforçons de rechercher dans des montages de studio. Mais mon dessein n'est pas de vous entretenir de cinéma...

Vous ressentirez, comme je l'ai ressentie, toute l'horreur qui se dégage des scènes de torture qui laissent, loin derrière elles, les petites plaisanteries de l'Inquisition. Ces Messieurs les Représentants et les Défenseurs de la « Kultur » nous ont donné la preuve de leur savoir et nous revivons quelques uns de leurs spécialités.

Comme dit un proverbe russe : « Pour savoir ce que c'est que de tomber d'un toit, il faut soi-même être tombé d'un toit. »

Pour savoir ce que peut être une séance de torture, il faut avoir le souvenir d'un « passage à tabac »...

C'est un avis que je lance : Tant que les nations policières admettront un toléreront certaines pratiques de ceux qui sont chargés de maintenir l'ordre, tant que certaines brutes policières se croiront autorisées à faire subir la « question » au patient, fut-il le plus dangereux malfaiteur, nous aurons à craindre que se forment des cadres pour les futures opérations de guerre de la prochaine dernière...

C'est dans la Paix, c'est sur leurs compatriotes peut-être que les agents de la Gestapo ont mis au point leurs procédés de torture. Ils ont ainsi à coup sûr neutralisé le reste d'humanité qui aurait pu les retenir.

C'est dans la Paix qu'il faut défendre le respect de la personne humaine. Avis à tous les matraqueurs, avis aux chevaliers du passage à tabac...

Et, comme dit le proverbe russe... mais ceci est une autre histoire.

Il s'agit de la confusion qui semble s'être produite dans certaines dispositions ministérielles entre différentes catégories de Français ayant souffert de la guerre. Je prends un exemple concret : je ne puis bien sûr d'apprécier tant qu'étudiant. L'arrêté interministériel du 9 août 1945 institue un seul et même régime de faveur pour les catégories suivantes : prisonniers de guerre, déportés politiques, engagés ou mobilisés avant le 1^{er} janvier 1945, résistants, déportés, S.T.O. victimes des lois d'exception. Je m'élève contre cette confusion, qui, je crois, n'est pas unique en son genre.

Je ne puis pas que les évadés aient fait autre chose que leur devoir. Je crois qu'ils ont droit d'exiger qu'ils ne soient pas confondus avec les autres catégories que je vise ici : mobilisés engagés de fin 44, résistants douteux, travailleur S.T.O.

L'Union des Evadés n'a sans doute le pouvoir de faire rapporter ces mesures mais j'estime qu'elle a le devoir de protester. Les journaux ne manquent pas qui s'en feront l'écho bienveillant. Le quotidien « Le Monde » a déjà fait allusion à diverses sortes de déportés.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et dans l'espoir de n'avoir peut-être pas été tout à fait inutile, veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération.

André MASSONNEAU

POUVOIR

Monsieur

adhérent à l'UNION DES EVADÉS DE FRANCE n°

donne POUVOIR à pour le représenter au sein de l'Assemblée Générale qui aura lieu le 8 décembre 1946, toutes opérations de vote et renouvellement du Conseil d'Administration.

Fait à

Nous nous excusons du retard apporté à la parution de ce numéro, retard imputable aux coupures d'électricité.

Ce que vous devez savoir

PAYEMENT DES ALLOCATIONS PRÉNATALES ET DE MATERNITÉ

La Protection de la Seine met des mains à payer les allocations prénatales et de maternité.

Pour les allocations prénatales :

Conditions : être en état de grossesse.

Pièce à fournir : la Carte de Compensations, certificat de grossesse.

Pour les allocations de maternité :

Conditions : première naissance doit avoir lieu avant les vingt-cinq ans de la mère ou dans les deux premières années du mariage, naissance suivante : avoir lieu dans les trois ans qui suivent la précédente maternité.

Pièces à fournir : la Carte de Compensations, certificat de naissance et certificat de vie de l'enfant.

REQUISITION DE LOGEMENT

Les personnes dont l'habitation est requise ne peuvent être délogées de la chambre et du lit ou elles ont l'habitude de coucher, l'arrêté de réquisition doit être annulé lorsqu'il a prononcé la réquisition de la famille des pièces de l'appartement sans qu'il ait été pourvu au logement de l'occupant dépossédé.

EMPLOIS RÉSERVÉS

La législation sur les emplois réservés est remise en vigueur pour une durée de trois ans. Un décret donne la liste des emplois réservés auxquels pourront prétendre non seulement les anciens militaires et assimilés, mais aussi les veuves de guerre, les victimes civiles de la guerre, les orphelins de guerre.

En cas d'aggravation de l'état physique, le droit à reclassement dans un autre emploi ne peut s'exercer que dans les deux années de la reconnaissance officielle de l'aggravation.

(Loi du 26.10.46, J.O. 27.10.46, page 1.103.)

PENSIONS AUX FEMMES DES DISPARUS

Les femmes de militaires ou de civils disparus par suite de faits de guerre ou en cours de déportation, tant que le décès de leur mari n'est pas officiellement établi, peuvent demander une pension provisoire, en application de l'article 27 de la loi du 31 mars 1919 (femmes des militaires) et de l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1938 (femmes des civils).

Le régime des délégations de solde arrivant à expiration le 31 décembre 1946 et celui des allocations militaires devant prendre fin le 1^{er} mars 1947, il est donc de l'intérêt des ayants-cause d'adresser sans tarder à la Direction Départementale des Anciens Combattants, au chef-lieu du département, une demande de pension provisoire.

COMBATTANTS VOLONTAIRES DE LA RÉSISTANCE

Le Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre communique :

Toutes les demandes formulées au titre de la loi n° 46.1036, du 15 mai 1946 (Journal Officiel du 16 mai 1946, page 1.029) relatives au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance, doivent être adressées au préfet, président de l'Office Départemental des Anciens Combattants et Victimes de Guerre de la résidence des intéressés ou, en cas de décès de ces derniers, de la résidence de leurs ayants-cause.

Sont considérés comme ayants-cause : le conjoint, le père et la mère ou ceux qui les ont remplacés, à défaut les grands-parents et les orphelins.

Ces demandes sont obligatoirement établies sur une formule spéciale mise, à compter du 20 décembre prochain, à la disposition des postulants, soit dans les mairies, soit au siège de l'Office Départemental pour la Seine, 1, place Clichy, à Paris (9^e).

Elles devront être accompagnées :

a) D'un bulletin de naissance ou d'un acte de mariage pour les Français d'origine, de la copie certifiée conforme du décret de naturalisation pour les naturalisés Français, ou de la copie certifiée conforme de la carte d'étranger.

Pour les ayants-cause, le document d'état-civil précité sera remplacé par l'acte de décès ou de disparition délivré par le Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

b) D'une ou plusieurs des pièces justificatives énumérées ci-dessous dont l'une, au moins, doit préciser la durée des services.

Certificat d'appartenance aux Forces Françaises de l'Intérieur délivré par l'autorité militaire.

Attestation de service militaire formée française délivrée par la Commandation supérieure des Forces Françaises Combattantes de l'Intérieur.

Attestations émises par les chefs directs ou par les responsables des formations des Forces Françaises de l'Intérieur ou des Forces Françaises Combattantes ou d'une formation militaire d'un groupement formé par le Comité National de la Résistance.

Éventuellement, attestation d'homologation de grade F.F.I. ou F.F.C.

Certificat de déportation en ce qui concerne les déportés pour des faits qualifiés de résistants.

Par ailleurs, il est signalé aux postulants qui auraient déjà présenté une requête non conforme aux indications du présent communiqué, qu'ils doivent adresser une nouvelle demande établie compte tenu de ces indications, en ce qui concerne :

1^o L'établissement de la formule spéciale de demande.

2^o La production de la pièce d'état civil et des documents justificatifs faisant l'objet des alinéas A et B ci-dessus.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à l'Office Départemental des Anciens Combattants et Victimes de Guerre qualifié pour traiter les demandes.

Les demandes parvenues au Ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre avant la diffusion de ces instructions seront traitées par les soins de l'Office National aux dépens des Officiers Départementaux, où les intéressés devront compléter la documentation qu'ils ont déjà fournie.

Nota. — A la suite de ces nouvelles instructions, nous convions nos camarades qui ont déjà déposé leur demande de la refaire selon les données ci-dessus.

ÉCHANGE DES VIEUX BILLETS

Une mesure a été prise concernant les anciens combattants présentés par de nombreux particuliers comme possesseurs d'anciens billets. Un grand nombre de personnes ont sollicité l'échange de ces billets de 1940 n'ayant plus cours légal depuis le 15 juin 1945 et qu'elles n'avaient pas, pour des raisons diverses déposées dans le délai prescrit.

Aux termes de l'arrêté du 26 mai 1945, le montant de ces billets est définitivement acquis à l'État. En conséquence, les réclamations présentées dans ces conditions doivent être rejetées. Cependant, il est apparu que certaines demandes étaient motivées par des raisons sérieuses et qu'il serait rigoureux de les rejeter définitivement sans examen.

Cette mesure a conduit le Ministère des Finances à prendre une mesure en faveur des cas particuliers.

Il a été en effet décidé d'accroître l'échange hors délai, jusqu'à concurrence de 10.000 francs.

En raison de l'affluence du courrier, nous prions nos camarades d'indiquer sur leurs demandes de renseignements le numéro de leur carte de membre, le nom écrit très lisiblement en lettres d'imprimerie, les prénoms et l'adresse exacte et de les accompagner d'un timbre pour la réponse.

1^o Prisonniers et déportés ayant dépendu leurs billets lors du rapatriement ou dans les trente jours qui suivent.

2^o Personnes absentes de France entre le 1^{er} juin et le 15 juin 1945 ayant demandé l'échange dans les quinze jours de leur retour.

3^o Réfugiés et sinistrés ayant dans les trente jours suivant leur rentrée, sollicité l'échange des billets récupérés dans les journaux qu'ils avaient dû abandonner.

Les instructions dans ce sens viennent d'être transmises aux trésoriers-payeurs généraux. Les cas ci-dessus, en outre, sont habilités à régler, d'après les directives très précises qui leur ont été données, les cas particuliers pour lesquels il est démontré que des empêchements de force majeure ont mis les intéressés dans l'impossibilité de présenter leur demande avant le 15 juin 1945. Toutes preuves doivent être fournies par les intéressés de la possession de cet avoir avant le 1^{er} juin 1945. Ne seront acceptées que les demandes présentées avant le 1^{er} juillet 1946.

NOUVEAUX GRANDS MUTILES

Reorganisation des Services de l'Office Départemental des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

A compter du 3 octobre 1946, les Services des Anciens Combattants fonctionnent à la Maison du Prisonnier, 1, place Clichy, à Paris (9^e), téléphone 78-10. Les intéressés devront s'y adresser.

Carte et retraite du Combattant : Attestations pour statut des grands mutilés de guerre. Carte d'invalidité, mention : station définitive possible et carte de priorité sur le réseau des transports en commun de la région parisienne.

Attribution d'assurance aux mutilés handicapés de la mention : station définitive possible.

Les visites médicales pour les demandes de rééducation, de carte de priorité de station définitive possible, continueront à avoir lieu les mardi et samedi matin, au siège central de l'Office, 105, rue Beaumour, à Paris (19^e).

AMÉLIORATION AUX CONDITIONS D'HOSPITALISATION DES FAMILLES MILITAIRES

1^o Les d'hospitalisation dans un hôpital civil convalescent.

Le tarif d'hospitalisation applicable sera le tarif militaire au lieu de tarif conventionnel préférentiellement applicable. La différence entre ces deux tarifs sera à la charge du service de santé.

2^o Les admissions dans les maternités des hôpitaux militaires ne donneront plus lieu à remboursement.

Référence : modification à notre II n° 2.011 2/2. H du 4 octobre 1946 (en instance de publication au B.O.).

3^o Dans le cas d'hospitalisation en service des hôpitaux militaires ou civils convalescents, les familles ont la faculté d'adresser une demande de remboursement à la Direction des Services de la Guerre.

Général du Service de Santé (de l'Armée), sous le couvert du Directeur régional du Service de Santé, mais au cas seulement où, pour une raison de santé majeure, elles n'auraient pu se faire admettre dans une installation hospitalière de Service de Santé. Le Service de Santé sera, dans ce cas, un service médical partiel qui tiendra compte de la situation de famille des intéressés.

SEJOUR OUTRE-MER

ACCOMPLIR LE GRADE D'ASPIRANT D'ACTIVE PAR CHEMIN OFFICIER D'ACTIVE

(Note n° 12.788 E.M.A./1 du 9.10.46.)

La question a été posée de savoir si le temps de service accompli dans les conditions d'outre-mer par un aspirant d'active peut entrer dans le décompte de celui qui est normalement exigé de son officier d'active.

Réponse négative.

L'instruction générale n° 1.791 E.M.A./1 du 27 février 1942 (B.O. n° 12 du 23 mars 1942), modifiée en vigueur par le décret n° 1.141 E.M.A./1 du 27 janvier 1946 (B.O. n° 6, année 1946), prévue dans l'article 19 relatif aux militaires considérés comme ayant accompli un séjour réglementaire sur un T.O.E., se qualifie :

« Les officiers ne bénéficient des dispositions du présent article que s'ils ont accompli le séjour précédent en qualité d'officier. »

« Les séjours accomplis comme sous-officiers n'entrent pas en ligne de compte pour le classement dans chacune des catégories fixées par l'article 19. »

Par une dépêche n° 5.046 E.M.A./1.10, en date du 10 octobre 1946, l'état-major de l'Air vient de régulariser la situation des aspirants de réserve en activité de service en précisant les conditions de maintien en activité de ces militaires.

LE MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE COMMUNIQUE

Afin de faciliter l'adoption, comme pupilles de la nation, des enfants des militaires ou des déportés non rentrés, toutes instructions utiles viennent d'être données pour que la mention : Mort pour la France, soit apposée sur l'acte de disparition délivré aux familles, toutes les fois qu'il y a quel que doute de décès.

Toutefois, la délivrance des actes de disparition, la constitution et l'inscription des dossiers de demandes d'adoption exigent certains délais et pour parer à cette situation, le Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre a décidé, en attendant, l'attribution de secours aux enfants mineurs de ces disparus, équivalents aux divers secours subventionnés dont peuvent bénéficier les pupilles de la Nation.

La preuve de la disparition des soutiens naturels sera constituée par l'attestation de « non retour » délivrée par les Directions départementales d'Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

change, nos souliers, notre linge, nos montres, tout quoi !

— Jusqu'à mon alliance ! j'avais un autre Alsacien.

— Et nos quatre boîtes de conserves.

— Et j'ai reçu un coup de poing en pleine gueule, disait un autre. Ah, les salauds !

Puis ils nous ont plantés là, en pleine montagne, avec nos effets détrempés, sans souliers, en savates par un froid terrible. Il devait faire moins vingt ou moins trente à marche toute la nuit. Montant, descendant, contourant des montagnes, dans un noir éternel. Il n'y avait même pas une seule étoile. Vers 6 heures du matin, on a marché vers une lumière. C'était une ferme avec une femme qui coupait du bois devant la porte.

— Adieu Seneca, qu'on a fait.

— Bonjour, Messieurs, qu'elle a répondu.

— Hein quoi ? Où sommes-nous donc ici ?

— Mais vous êtes en France.

— Ah, mes amis ! Quelle tête on a fait ! On pouvait plus mal tomber. Il y avait, pas très loin, nous a-t-elle dit, un poste de boches. Elle nous a donné à manger, elle a recousu nos vêtements, pansé nos plaies, et le soir venu elle nous a indiqué le chemin. On a mis deux nuits pour traverser. On crevait de froid, on s'est fait cueillir par les carabinières au bout de quelques kilomètres. Une autre équipe de trois racontait :

— Nous, on a eu de la veine. On a marché durant cinq nuits. Jusqu'à près de Gênes. On en était à une dizaine de kilomètres. On était sauvé ! Jusque là on avait des épreuves, on tenait le coup. L'oncle à Leducq était épuisé. Mais cette sacrée pluie nous a frigorifiés. Alors, on a repéré une ferme isolée. Les gens nous ont ouvert la grange pour y passer la nuit.

— De braves types, ceux-là, faisait Visserot qui en avait toujours après sa senarita.

— Attendez ! Vers cinq heures du matin, on est réveillé dans la paille par un boucan de tous les diables. Six carabinières nous entouraient en grommelant, avec leurs fusils braqués sur nous. Les gens de la ferme étaient descendus dans la nuit prévenir la police.

— Ah, les vaches !

— C'est bien simple, disait un évadé d'Allemagne, j'ai traversé la Roche de

Ils étaient quatre évadés.

RÉSUMÉ DES CHAPITRES PRÉCÉDENTS

Janvier 1943, partis de Perpignan, quatre évadés tentent de traverser les Pyrénées et de rejoindre l'Armée de la Libération. Après deux jours et deux nuits passés dans la montagne sous la pluie et la neige, ils sont arrêtés par les Allemands. On les conduit sous bonne escorte dans une auberge « espagnole ». Puis on les fait prisonniers.

Et comment y contenaient-ils ? C'était fait pour quatre et ils étaient quatorze. Quatorze évadés. Ils se tassèrent. Épaules contre épaules, mêlés, égarés. Ils se reniflèrent, les occupants et les nouveaux arrivés.

— D'où sortez-vous ? Où avez-vous traversé ? Où avez-vous été refaits ?

On extirpa des bras. On serra des mains coincées contre les poitrines. Un grand diable de vingt ans, en chapeau lyonnais, avec l'accent de Montauban, plein de superbe et plein de bonne humeur, parla de Paillet, « ce maqueréau ».

— Comment ? Vous connaissez Paillet, vous aussi ?

— Nous étions quatre. Il nous a pris vingt-cinq mille francs à chacun.

— C'est un petit truc à lui rapporter cent mille balles par semaine.

— Car il a des clients. Il a des râteaux à Nice et à Marseille. J'en connais.

Mais le moral était bon. On se réconfortait mutuellement. En somme, cette plaisanterie allait durer quatre ou cinq jours. Et puis les consuls les prendraient sous leur protection. C'était tous des Anglais, des Américains d'occasion. Et des Canadiens en pagaille. Les Français passeraient avec le lot. Ils tapaient de grands coups de poings dans la porte. Ils n'étaient pas encore dressés.

— Cabinets ! Cabinets !

Alors, un mastodonte arrivait, qui avait la lourde avec sa queue de paon et son harnachement de clés. Les Espagnols ont un certain respect pour ces sortes de bestiaux. On les conduisait à un endroit qui débordait.

...C'EST LE CHIC VALENTIN



RAGLAN 1775! HOMMES DAMES ENFANTS

VÊTEMENTS IMPERMÉABLES DE

Valentin

LE ROI DES CAOUTCHOUCS

6 Avenue de CLICHY-Métro Pl. Clichy
158 Rue LAFAYETTE-Métro G. du Nord
LYON ROUEN LILLE

9^h à 19^h

**INSTRUCTION RELATIVE A L'APPLICATION
DE L'ORDONNANCE N° 45.323 DU 3 MARS 1945
ET DU DÉCRET PORTANT RÉGLEMENT
D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
DU 19 AOÛT 1944
ÉTENDANT AUX MEMBRES DE LA RÉSISTANCE
LA LÉGISLATION SUR LES PENSIONS MILITAIRES
FONDEES SUR LE DÉCÈS OU L'INVALIDITÉ**

L'ordonnance n° 45.323 du 3 mars 1945 s'applique aux membres des Groupements de Résistance, la législation des pensions militaires fondées sur l'invalidité ou le décès.

TITRE PREMIER

Bénéficiaires : L'ordonnance
Chapitre premier
Victimes directes

Toute bénéficiaire de l'ordonnance, les postulantes des deux sexes doivent pouvoir être considérées comme membres de la Résistance, c'est-à-dire entrer dans l'une des cinq catégories définies à l'article 2 de l'ordonnance, à savoir :

1° Toute personne ayant accompli des actes de résistance en France métropolitaine ou dans les territoires d'outre-mer, pour le compte de l'Etat Français ou d'un organisme d'action française ou allié sous réserve dans ce dernier cas de n'avoir contrevenu à aucune des obligations inhérentes à la qualité de citoyen français ;

2° Toute personne reconnue par le Conseil National de la Résistance ou d'un groupement que le Conseil déclarera pouvoir être reconnu comme groupement de résistance.

3° Toute personne ayant quitté ou tenté de quitter le territoire occupé par l'ennemi ou placé sous le contrôle de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français, pour rejoindre soit les Forces Françaises Libres, soit à partir du 8 novembre 1942, les forces stationnées en Afrique du Nord ou en Afrique Occidentale et, ultérieurement, les forces relevant du Comité Français de la Libération Nationale, puis du Gouvernement Provisoire de la République Française, lorsque cette personne pourra établir qu'elle se trouvait avant son départ ou sa tentative de départ dans les conditions requises pour être incorporée dans lesdites forces ou qu'elle appartenait à un groupement de résistance ou de résistants.

4° Toute personne associée à la Résistance qui aura été exécutée sur l'ordre de l'ennemi ou de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français pour un fait autre qu'un crime de droit commun ou tombant pas sous le bénéfice de l'ordonnance du 6 juillet 1941, relative à la légitimité des actes accomplis pour la cause de la libération de la France et à la répression des condamnations intervenues pour ces faits.

5° Toute personne associée à la Résistance ayant fait l'objet en France métropolitaine ou dans les territoires d'outre-mer, d'une mesure privative ou restrictive de liberté prise sur l'ordre de l'ennemi ou de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat Français et fondée sur une inculpation autre qu'une infraction de droit commun ne tombant pas sous le bénéfice de l'ordonnance du 6 juillet 1941, précitée.

6° Toute personne ayant prêté un concours direct et personnel, soit à l'une des personnes visées aux paragraphes précédents, soit à un membre d'un service de renseignements allié ou dépendant d'une autorité française reconnue en lutte contre l'ennemi, soit à un membre des troupes armées alliées ou ayant accompli, même isolément, un ou des actes caractéristiques de résistance.

long en large, la Belgique et la France occupée de haut en bas, je suis passé à travers mailles, ici, chez ces ventus, je me suis laissé cueillir au dixième kilomètre. Evidemment, on est moins prudent, on se figure que c'est un pays neutre !

— Et ça vous étonne que l'on soit fait ? bougonnait Visseret. Il y a les douaniers, les carabiniers, la garde civile, la milice phalangiste, et toute l'armée déployée. Or, tous ces lucarnes ont des femmes, des amies, des sœurs, des cousines, des nièces et des oncles et des cousins qui sont là sur les routes et dans les champs, dans les fourrés et dans les bois à guetter notre fric, nos montres, nos stylos, nos guirlandes et nos rasoirs. Ils se partagent le butin, en dignes fils des Conquistadors de la belle époque. On est en passe d'équiper toute la Catalogne. Ah, les salauds ! Et je suis sûr que ma senecita est en train de bouffer, à l'heure qu'il est, ma pâte dentifrice.

On rigolait

Il y eut un bruit de clés, de cadenas, de serrures et de verrous. Un gardien ouvrit la porte. Un signor appelait des noms avec un grand livre. Gualbeau restait là, dans son coin, qui ne répondait pas. Il avait oublié qu'il s'appelait désormais O'Neil.

Alors commença une séance pleine de faste. On imagine que cela se passe ainsi chez le lampiste quand il veut vous recevoir, et vous traiter à sa table comme le chef de gare. On les photographia ! Sur un siège bizarre, qui tenait de la chaise électrique et du fauteuil en planches du barbillon de Cantaloupe, avec des accoudoirs et des rapidages de bidon mobilisé, on les ficela. Un jeune signor à la zazon, affublé d'une veste maigre, chemise rayée de rose, col empesté, cravate jaune avec perle de maharajah, un de ces jeunes signors aux ongles longs, douteux et vernisés, évoluait autour d'eux avec des gestes d'affectant. L'appareil était un minuscule kodak raffistolé et cloué sur une espèce d'affût à roulettes. Il vous prenait de face et de profil, en vous faisant tourner la figure avec des mains en vaseline. Après chaque contact, il s'essuyait longuement les doigts à une pochette de soie verte. Eux, ils se frottaient les Jones dans les manches. Voilà pour la photographie.

De là, on les mena à l'anthropométrie. Un deuxième signor, à la chemise rose, rayée de vert, avec une contenance plébéienne en cravate, et avec des gants, effilé-là, petit leur, empreintes digitales. Les cinq doigts de la main, les dix doigts, les deux poignets, tout y passa. Et cela

Les dispositions sont applicables à tous les bénéficiaires de l'ordonnance, à condition qu'il soit établi :

1° Que le suicide, la tentative de suicide ou la mutilation ont eu lieu au cours ou sous la menace d'une détention, d'une arrestation ou d'un interrogatoire ordonnés par l'ennemi ou l'autorité de fait de Vichy.

2° Que la cause de la détention, de l'arrestation ou de l'interrogatoire ne soit pas une infraction de droit commun ne tombant pas sous le bénéfice de l'ordonnance du 6 juillet 1941.

TITRE II

Du droit à la pension
Chapitre premier
Victimes directes

Par application de l'article 3 de l'ordonnance, ouvrent droit à pension dans les conditions fixées par la loi du 3 mars 1918 et les lois subséquentes, soit les infirmités résultant de blessures reçues, d'accidents survenus ou de maladies contractées, entre le 16 juin 1940 et une date, variable selon les régions, qui sera prochainement fixée par décret, soit les infirmités aggravées pendant la période et dans les circonstances prévues au paragraphe 4 dudit article 3.

Les règles applicables en matière de délais de pension. Mais le point de départ de l'article 5 du décret-loi du 20 janvier 1938, doivent être formulées les demandes de pension lorsque l'infirmité résulte de maladies, est fixé :

Soit au 4 mars 1945, date de publication de l'ordonnance du 3 mars 1945.

Soit à la date de la libération du territoire pour les régions non libérées au 4 mars 1945.

Soit à la date de leur retour au foyer pour les déportés et prisonniers.

Le point de départ de la pension fixée à la date de la libération de l'individu.

Les bénéficiaires de l'ordonnance ont droit :

1° Aux allocations pour les familles, sous les cas :

a) Aux allocations aux grands invalides ;

b) Aux allocations aux grands mutilés ;

c) Aux indemnités de soins aux malades ;

dans les mêmes conditions que les militaires.

CHAPITRE II

Agente-cas

Les ayants-cause des victimes de la Résistance ont droit à la pension dans les mêmes conditions que les ayants-cause d'invalides militaires. La pension est fixée sur le taux applicable aux ayants-cause de militaires. Toutefois, le point de départ du délai de 5 ans dans lequel doivent être formulées les demandes de pension présentées par les veuves et les orphelins, à raison de décès résultant de maladies, est fixé au 4 mars 1945, date de promulgation de l'ordonnance.

En cas de demande tardive, il est appliqué l'article 93 de la loi du 28 février 1933, le point de départ de la prescription est également fixé au 4 mars 1945.

Aucun délai n'est opposable aux ayants-cause.

Toutefois, l'article 10 de l'ordonnance n° 45.323 du 3 mars 1945.

Art. 10. — Ne peuvent en aucun cas se prévaloir de la présente ordonnance les personnes entrant dans l'une des catégories suivantes :

a) Individus condamnés par l'application de l'ordonnance du 28 novembre 1941, relative à la répression des faits de collaboration et des textes subséquents ;

b) Fonctionnaires et agents publics révoqués sans pension par application de l'ordonnance du 18 octobre 1943, instituant une Commission d'inspection auprès du Comité Français de la Libération Nationale et les textes subséquents, ou de l'ordonnance du 27 juin 1944, relative à la répression administrative sur le territoire de la France métropolitaine, et des textes subséquents, ainsi que toutes autres catégories de personnes auxquelles le régime de répression a été étendu, lorsque la mention prononcée est l'interdiction définitive d'exercer leurs fonctions ou leurs professions ;

c) Individus frappés d'indignité nationale.

Sont frappés de la même exclusion :

1° Les ayants-cause dont il demande la pension est fondée sur le décès d'une personne elle-même visée par les paragraphes a, b, c, ci-dessus ;

2° Les ayants-cause qui entrent eux-mêmes dans l'un des cas visés auxdits paragraphes.

Dans le second cas, les droits qui appartiennent au quel auraient appartenu à la mère déclarée indigne passent aux orphelins mineurs du défunt dans les conditions visées par les articles 10 et suivants de la loi du 11 mars 1919.

TRANSFERT DES CORPS DE NOS CAMARADES

MORTS POUR LA FRANCE

Le Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre communique :

Jusqu'à ce jour, les proches parents des « Morts pour la France » pouvaient obtenir chaque année au permis de circulation gratuit pour visiter les tombes de leurs Morts. Mais ces permis n'étaient valables que pour le réseau ferroviaire métropolitain et l'Algérie.

Sur proposition de M. Laurent Bonamy, ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, la Douzième Commission Constituante a admis que le permis sera désormais délivré aux Morts pour la France, entre la Métropole, l'Algérie et l'Afrique du Nord.

Les demandes devront être adressées au Service des Sépultures du Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, 74, avenue Foch, à Paris.

Loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

L'Assemblée Nationale Constituante a adopté :

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

La loi n° 46.221, du 16 octobre 1946, relative au transfert à titre gratuit et à la réhabilitation des familles des Morts pour la France, combattants et victimes de la guerre.

a) Héritiers et intéressés politiques et sociaux ;

b) Victimes de bombardements et de faits de guerre en dehors de leur résidence habituelle ;

c) Personnes civiles déportées en dehors de leur résidence habituelle à la suite d'une mesure d'expulsion ou d'éloignement prise par les autorités françaises ou par l'ennemi ;

d) Personnes civiles ayant eu tenté de rallier des Forces Françaises de Résistance en dehors du territoire métropolitain et de l'Algérie ;

e) Personnes ayant demandé le transfert, dans l'ordre de priorité :

1° La conjointe ou le conjoint, non séparé, non divorcé ;

2° Les orphelins ou leur tuteur ;

3° Le père, la mère ou la personne ayant recueilli et élevé le décédé ;

4° Le frère ou la sœur ;

5° Le grand-père ou la grand-mère et, à défaut des catégories ci-dessus énumérées, la personne ayant vécu maritalement avec le décédé.

Art. 3. — Les parents qui obtiennent le bénéfice de la présente loi perdent le droit à la sépulture perpétuelle entretenue aux frais de l'Etat, dans les conditions prévues par le décret du 22 février 1940.

Art. 4. — Les familles qui désirent effectuer le transfert de leurs frais, sans attendre la restitution faite par l'Administration, doivent demander l'autorisation au Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

Art. 5. — Toutes les dépenses nécessaires par la restitution de corps aux familles seront inscrites au budget du Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre (Service des Sépultures).

Art. 6. — Un décret rendu sur le rapport du Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre déterminera les modalités d'application de la présente loi et fixera la date à partir de laquelle les opérations de transfert pourront commencer.

Art. 7. — Il est ouvert au Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, au titre du budget général (Services civils) l'exercice 1946, en addition aux crédits inscrits au budget de l'exercice 1945, un crédit de 20 millions de francs au chapitre (Matériel et dépenses diverses) du Service central de l'Etat-Civil, successions et sépultures militaires.

La présente loi, délibérée et adoptée par l'Assemblée Nationale Constituante, sera exécutée comme loi de l'Etat.

DÉGAGEMENT DES CADRES

1° A partir du 15 octobre 1946, les personnels des troupes métropolitaines désignés pour participer à la levée du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient ne pourront plus autoriser à demander le bénéfice de la loi n° 3 avril 1946 concernant le dégagement des cadres et les réalisations de contrats.

2° Les prescriptions du décret n° 10.001 E.M.A. du 10 août 1946 seront annulées.

EMPLOIS

Les demandes d'emploi de garde des Eaux et Forêts en Algérie doivent être adressées à M. le Ministre Plénipotentiaire Gouverneur général de l'Algérie, Direction générale des Affaires Economiques-Forêts, à Alger.

Les évadés désirant formuler une demande d'emploi dans un service de la Marine peuvent adresser leur demande au Directeur des Constructions et Armes Navales de l'un des ports de son choix : Brest, Cherbourg, Lorient, Rochefort, Toulon, ou au Directeur d'un des Etablissements hors des ports : Indret, Buello, Guigney, Saint-Trépasse, ou au Laboratoire Central de l'Artillerie Navale, 14, rue Sextius-Michel, à Paris, 15.

DISTINCTIONS ACCORDEES
AUX EVADÉS DE FRANCE

Pierre BLOCH
Officier de la Légion d'Honneur
Pierre Bloch, directeur de la Société Nationale des Entreprises de Presse (S.N.E.P.), vient de recevoir la rosette de la Légion d'Honneur à titre exceptionnel pour avoir organisé le premier parachutage en France, en 1941.

Pierre DAC
Triplement décoré
D'autre part, le Lieutenant des F.F.I. Pierre DAC, fondateur de l'Œuvre à Moelle, a reçu, au cours d'une prise d'armes, la Croix de Chevalier de la Légion d'Honneur, la Croix de Guerre et la Médaille de la Résistance.

AVIS

Le Secrétariat de l'Amicale des Parachutistes S.A.S. est actuellement situé au 11, rue Roquépine, à Paris (8^e).

DEMANDEZ

LA MONTRE

DE QUALITÉ

NIKA

CHEZ TOUS

LES BONS

HORLOGERS

Activité de l'U. E. F. pendant l'année 1946

Revendications	Réalisations	Revendications	Réalisations
Avantages spéciaux aux Evadés de France.	Ordonnance 45.2028 du 31 août 1946. Observations. — Primes diverses, costumes, points textiles, bons de chaussures, rappels de solde.	Médailles des Evadés	Intervention du Secrétaire général auprès du Président de la Commission ministérielle de la Médaille des Evadés Loi du 30 octobre 1946 n° 46.2423. Observations. — M. le Secrétaire général représente l'U.E.F. à la Commission ministérielle. Nous avons obtenu la participation à l'étude des demandes de huit membres Evadés de France à égalité avec les Evadés d'Allemagne, ce qui permet l'accélération de l'étude des dossiers.
Qualité de Combattant volontaire de la Résistance.	Loi du 15 mai 1946 n° 46.1056. Observations. — Les Evadés de France remplissant les conditions de la loi précitée bénéficient des mêmes avantages que les Déportés politiques rapatriés.	Récompenses aux Passeurs.	Arrêté du Ministre des Armées et du Ministère des Anciens Combattants du 22 octobre 1946. Observations. — Un membre de l'U.E.F. sera désigné pour siéger au sein de cette Commission.
Exonération aux Evadés de France de la majoration de 25 % concernant les frais d'enregistrement.	Avis favorable du Ministère des Finances par sa lettre officielle du 4 février 1946. Observations. — De nombreux camarades ont eu satisfaction.	Réclamations auprès du Général commandant la Division de Casablanca pour la remise à l'U.E.F. des pièces d'identité laissées par les Evadés à leur arrivée en A.F.N.	Réclamations satisfaites. La liste des bénéficiaires paraîtra dans le journal octobre-novembre 1946.
Priorité aux Evadés de France pour l'obtention des pneus de vélos.	Avis favorable du Ministère de la P. I. 15.828 du 20 mai 1946.	Assurances sociales concernant les Evadés ayant contracté une maladie pendant leur internement en Espagne.	En attente de décision du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale.
Frais d'Évasion	Liste de remboursement concernant 800 camarades.	Ministère des Armées. Mandats adressés par l'Armée d'Armistice aux Evadés en France pendant leur absence.	Nous avons satisfait les Evadés de France qui conservent le droit à toutes les allocations de solde qui leur étaient dues jusqu'au jour où ils ont été pris en solde par une unité stationnée soit en Angleterre, soit en A.F.N.
Fonds saisis en Espagne	Listes insérées dans le journal « Evadés de France » du mois d'août-septembre 1946. Conseil Juridique. 700 demandes diverses. Prêts aux camarades. 200.000 francs. Logements. 150 demandes en cours. Emplois. 1.050 camarades placés. Rappel de solde. 125 demandes satisfaites. Recensement. 250 demandes satisfaites. Naturalisation. 120 demandes satisfaites. Pensions militaires (blessés, veuves, ascendants). 825 demandes satisfaites. Recherches renseignements sur camarades disparus lors de leur évasion. 30 demandes satisfaites.	Annistie pour délits mineurs, concernant les Evadés de France.	Loi du 16 avril 1946 n° 46.729. Observations. — Beaucoup de camarades ont bénéficié de cette loi.

Ce que vous devez savoir (Suite)

LISTE DES JOURNAUX OFFICIELS AYANT PUBLIE DES DÉCRETS PORTANT ATTRIBUTION DE LA MÉDAILLE DES EVADÉS

Année 1945 : N° 125 du 23 mai 1945; N° 147 du 23 juin 1945; N° 266 du 2 septembre 1945; N° 245 du 18 octobre 1945; N° 251 du 25 octobre 1945; N° 274 du 21 novembre 1945.
Année 1946 : N° 72 des 25 et 26 mars 1946; N° 114 du 16 mai 1946; N° 135 du 12 juin 1946; N° 158 du 7 juillet 1946; N° 192 du 18 août 1946; N° 257 du 10 septembre 1946.

MÉDAILLE COLONIALE

La Médaille Coloniale avec agrafe en argent « Extrême-Orient » est attribuée à tous les militaires des forces terrestres, maritimes et aériennes remplissant l'une des conditions ci-après :

- 1° Avoir participé effectivement aux combats menés en Indochine contre les Japonais entre le 9 mars et le 18 septembre 1945.
- 2° Avoir séjourné durant trente jours au moins dans la brousse indochinoise pendant la période comprise entre le 9 mars 1945 et le 18 septembre 1945.
- 3° Avoir participé pendant trois mois aux opérations effectuées en Indochine (Cochinchine, Cambodge, Annam, Laos, Tonkin) entre le 23 septembre 1945 et une date qui sera fixée ultérieurement par circulaire du Ministère des Armées.
- 4° Avoir été parachuté en Indochine pour mission spéciale.
- 5° Avoir été blessé du fait de l'ennemi ou cité pour faits de guerre à l'occasion de l'une des opérations énumérées ci-dessus.

(Décret du 5 août 1946.)

PIÈCES D'IDENTITÉ APPARTENANT À DES CAMARADES EVADÉS RECUPÉRÉS EN A.F.N. AU BUREAU DES RAPATRIÉS A CASABLANCA

Selon notre demande, le Général Bureau, commandant la Division de Casablanca, Bureau des Rapatriés, vient de nous faire parvenir une quantité assez importante de pièces d'identité appartenant aux camarades dont les noms suivent :

Arrighi Edouard, Angélio Marcel, Albert Vincent, André Robert, Armand Gilbert, Armand Louis, Alvares Georges, Anglade Pierre, Arlet Louis, Anifret Henri, Amarger A., Martin Jean, Masse Paul, Melera Jean, Monica Bruno, Moragas Aimé-Louis, Meyer Michel, Miquel Odette, Née Esquerra, Miquel Jean, Ménard Daniel-Albert, Marlon André, Minaberry Pierre, Marques Jean, Murzauch, Melera Robert-Adrien, Millet Pierre, Miller E. Georges, Metz Jean.

Morvan Jean, Mabroux Silman, Millard Jacques, Metz François, Martinez Lazaro, Massari François, Maillol Aimé, Masse Georges, Masse Lucien, Marinada Georges-Elie, Martin Jean-Gustave-Henri, Massey Lt. Michelet J.-Zidmarsh, Asp. Mervelle, Monney Jean, Marchal M.-J., Marens Joseph, Malressa Yves, Nuellinger Louis-René, Neveu Harrys-Marie, Nemes Jean-Auguste, Neumann Max, Neumann Marc.

Tavernier Aimé, Teynier Yves, Tautius Emile, Teynier Francis, Tautius E.-Simon, Thomasse Maurice, Thirault Maurice-Louis, Thomas Louis, Thierstein Pierre, Thiebaud Maurice, Thion Jean-François, Jacquart Georges, Joffre Louis, Tabbat Joseph, Joannet Bernard-Louis, Jacquet André, Julia Etienne, Jean-Baptiste Marcel, Jean Bernard-Joseph, Haramboure

Jean-Baptiste, Hameury Jean, Henry Armand, Hourcille Robert, Henriot Henri, Hambert Bruno.

Wissen Maximilien, Wilkison Ernest, Ortega Jean, Ouyère, Pardelle, Pernal Antoine, Platel René, Prat Jean-Jacques, Pelet Jeanne, Pitou Jean, Pindel Stanislas, Panier René-Georges, Paga French, Pasquiniou Pierre, Colinet Pons, alias Loiseau E., Fiquet Georges, Henry André, Fouchain-Maudin Marcelle, Frontier Marius, Pourmann Eugene, Pugas Robert, Pourrier Olivier, Froussinet Roland, Fouassier Jean-Joseph, Fisas Mardoché-Lucas, Fonceles Jean, Farman Francis, Danyach Joseph, Demont ou Demout Henri.

Dubref Jacques, Duban Georges-Amédée, Didier Yvonne, Dausac Janine, Devaud Jean, Deloanne Edouard, Depaul Christian, Desmarres André, De Coruze ou Decruz Antoine, Duleau Gustave, Dechamps Emile, Devils Joseph, Dilaours Philippe, Dubois Pierre, Desbols Paul, Duperebe, Dunize Jacques, sous-Neuf, Deplus Jacques-Philippe.

Ces pièces sont à leur disposition, au siège de l'U.E.F., 19, Bd. Malesherbes, à Paris.

Nous attirons l'attention des camarades désignés ci-dessus qu'ils doivent nous donner le détail des pièces laissées à Casablanca et joindre aux demandes un mandat de 50 fr. représentant les frais d'envoi.

Nos camarades domiciliés à Paris verseront la somme de 20 francs, en couverture des frais de récupération (transport, frais de poste).

ASSOCIATION DES ANCIENS DES FORCES FRANÇAISES LIBRES

Le général de Gaulle a décidé d'accorder à tous les militaires, hommes ou femmes, ayant souscrit un engagement et rejoint les Forces Françaises Libres avant le 31 juillet 1945, une attention rétroactive et signée par lui.

Les intéressés adresseront sans tarder les renseignements suivants : noms, prénoms, grade ou fonction, unité ou service, date d'engagement au F.F.L., autorité ayant reçu l'acte d'engagement, au siège social des F.F.L., Rond-Point des Champs-Élysées, à Paris.

MÉDAILLE COMMEMORATIVE DES SERVICES VOLONTAIRES DANS LA FRANCE LIBRE

Instructions portant l'application de l'article 3 du décret du 4 avril 1946.

1° La reconnaissance de la qualité de membre de la France Libre sera effectuée par

une commission présidée par l'officier supérieur, chef de l'Organe Central des ex-F.F.L. et comprenant :

- Un officier de chacune des trois armées :
- Le représentant de la Marine marchande;
- Un représentant du Ministère des Colonies;
- Un représentant des Services Civils de l'ancien Comité National de Londres;
- Un membre du Secrétariat du Conseil de l'Ordre de la Libération;
- Un représentant des réseaux de renseignements et d'action affiliés au Comité National de Londres.

Les membres de cette Commission, à l'exception du président et du représentant du Conseil de l'Ordre de la Libération, devront autant que possible, faire partie du Comité d'admission de l'Association des Français Libres.

2° Cette Commission contrôlera que les admissions prononcées par l'Association des Français Libres répondant bien aux conditions fixées par l'article 1er du décret du 4 avril 1946. Ce contrôle effectué, la carte de membre de l'Association des Français Libres donnera droit au port de la médaille.

Signé : MICHALET.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE LA MÉDAILLE

1° Français Libres membres de l'Association des F.F.L. Le Secrétariat général fait établir pour chacun un diplôme qui portera le même numéro que la carte de membre. Ce diplôme sera soumis à la signature du président de la Commission et sera envoyé par les soins de l'Association à son titulaire par intermédiaire du délégué.

2° Français Libres n'ayant pas adhéré à l'Association : s'adresser directement à M. le Chef de l'Organe Central F.F.L., 2, avenue de Saxe.

RECHERCHES

TOUCAS Jean-Henri-Marius

Lieutenant d'infanterie en instance de départ pour les colonies (Dakari). Nom d'emprunt en Espagne José D. Thomas, de nationalité anglaise. Passé en Espagne le 5 décembre 1942, par le col de Pertuis. Pris à Figueras, interné à Miranda jusqu'au mois de mars 1943. En résidence surveillée à Jarabá, près de Saragossa, jusqu'en avril 1943. Le 16 avril 1943, évadé de Jarabá avec deux camarades, le lieutenant de Roustan et l'enseigne de Vahsenau Goghet. Ils se sont dirigés sur Madrid où ils ont séjourné pendant quelques jours. Il semblerait qu'en attendant les trois hommes soient partis en mission spéciale sur Oran, sous les ordres du colonel Melmer. Ils auraient rencontré également un nommé Henry Robertson. (Une photo est à la disposition de nos camarades, au siège de l'U.E.F.).

Mme Vve Voegtle George, rue de l'Estrey, à Nemexy (Vosges), demande des nouvelles de son fils.

VOEGTLE Raymond

Sergent-Chef

mé à Nemexy, le 8 septembre 1912.

Militaire de carrière, fait prisonnier le 20 juin 1940, interné au stütz VII A, sous le n° 32.988, libéré en novembre 1945. Revenu en France libre en décembre 1945, a repris son poste dans l'armée au 2^e Génie, à Montpellier. Après la dissolution de son corps est venu aux Eaux et Forêts dans la région de Montpellier. Le 2 mars 1944, a quitté cette ville pour passer par l'Espagne et rejoindre les Alliés en Afrique du Nord. Depuis cette date aucune nouvelle n'est parvenue à sa famille.

SCHATZMAN Harry-Israel

Alias Jules Serres
né le 24 août 1912, à Londres. Bruin, 1 m. 70, front dégagé, encolure maigre, dentures à l'arcade sourcilier droite et sur le nez, portant un complet gris à rayures, un beret, un manteau noir de garde-robe. Etait au magasin d'Aspet au mois de janvier 1944. Possédait son extrait de naissance dans sa valise. A dû passer la frontière d'Aspet sans le mois de janvier 1944. Nom de passeur : Desjardins.

Tous les renseignements doivent être transmis à l'U.E.F., à Paris.

CAMARADES !

Prenez note de la nouvelle adresse de l'U. E. F.
19, Boulevard Malesherbes
PARIS (8^e)

T.S.F. — Vente directe à particulier, récepteurs 5 et 6 lampes, toutes ondes. Matériel garanti 1^{er} premier choix. Remise aux « Evadés de France » sur présentation de la carte de l'Association.

Tous les jours, à partir de 19 heures et samedi matin : A. DEBURE, constructeur, 10, rue Mendelssohn, Paris (20^e). Métro : Porte de Montreuil.

Expédition en province.

VESTILUX

14, rue de Cléry - PARIS (2^e)

(Métro Sentier)

se met à la disposition des membres de l'Union des Evadés de France pour leur fournir, dans des conditions avantageuses, des vêtements tout faits et sur mesures, sur présentation de la carte de membre. Le meilleur accueil leur sera réservé. Points ou bon de textile indispensables.

Le Directeur-général F. L. Compagnon

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné

Adresse

déclare souscrire l'abonnement de un an à "Évadé de France"

coûtant 60 francs

Chef Ch. Pasteur 450 294, Paris.

Signature

Adresser vos abonnements à Évadé de France, 19, Bd. Malesherbes-Paris-8^e